

Macron ! Un emploi c'est un droit, un revenu c'est un du !

Contre les précarités sociales pour de nouveaux droits sociaux !

13,6 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté dont 19,1 % des moins de 18 ans, 3 millions d'enfants. 4 millions de personnes sont sans domicile ou mal-logées. 9000 enfants habitent des bidonvilles. 80 % des enfants qui sont pris en charge par l'aide sociale le sont pour des raisons de pauvreté. Les derniers chiffres du chômage du troisième trimestre 2018 font apparaître une augmentation de 0,5% soit 5 963 500 personnes. Il faut ajouter à cette dégradation 307800 personnes radiées et donc sorties des chiffres.

Pour Macron ce seraient des « *inégalités de destin* » ! « Les chômeurs-euses refuseraient les offres d'emploi » ! Et il a le culot de prétendre combattre la précarité alors que toute sa politique précarise et appauvrit le monde du travail, que les retraites et les minimas sociaux sont bloqués à 0,3 %, tandis que l'inflation (officielle) est de 2,3 % !

La Loi pour la Liberté de choisir son avenir professionnel a dans son volet assurance chômage, sous couvert d'ouvrir des droits aux démissionnaires, augmenté les contrôles et les sanctions contre les chômeurs et précaires. Aujourd'hui Macron impose aux négociateurs de la nouvelle convention d'assurance chômage une économie de 4 milliards. Cela ne pourra se faire qu'en rognant largement les droits des précaires, ces négociations ne seront pas de tout repos tant l'attaque est considérable. Il est question de refondre totalement l'assurance chômage. Il est question de revoir les règles autorisant les permittents à cumuler une activité réduite et une allocation chômage. Il souhaite également revoir les règles de calcul du salaire journalier qui déterminent le montant de l'allocation chômage. Il parle du retour de la dégressivité des allocations chômage et d'un déplafonnement des allocations des cadres. Et le MEDEF s'est permis dernièrement de remettre les droits des intermittents en cause.

Le monde du travail fait aussi face aux licenciements (Ford, Carrefour qui vient de licencier 1300 salariés,...) et aux suppressions d'emplois dans le privé comme dans le public (1600 pour le seul ministère des sports, 4000 à Pôle emploi, 2650 à l'éducation nationale), face aux salaires qui stagnent alors que les prix flambent (+ 21,6 % en un an pour le diesel, 13,4 % pour le sans plomb), face aux difficultés de la jeunesse étudiante et travailleuse, il s'agit d'un même combat contre la régression sociale du gouvernement Macron, contre l'exploitation du patronat et des riches !

Tous-tes attaqués ! tous-tes dans la rue !

Manifestons tous et toutes contre le chômage et la précarité,

Samedi 1 décembre 2018, à 15 h, Place Victoire Bordeaux

Nous exigeons :

- Un emploi en CDI correctement rémunéré, librement choisi, socialement utile.**
- Une indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité avec le SMIC comme référence.**
- RTT à 32 heures pour travailler tous-tes, en travaillant moins pour vivre mieux et partage des richesses**
- La création d'un revenu garanti inconditionnel à hauteur du SMIC avec ou sans emploi**
- L'arrêt des contrôles, des sanctions et des radiations contre les chômeurs et précaires**
- Non aux licenciements à Pôle emploi, exigeons des moyens humains pour sa mission de service public.**
- Une allocation exceptionnelle (dite prime de Noël) d'un montant de 500 euros pour tous les chômeurs-euses et les précaires.**
- Une véritable politique de formation choisie par les chômeurs-euses.**
- La gratuité des transports publics pour les chômeurs-euses, les précaires et leurs familles.**
- L'application du droit au logement pour toutes et tous.**

A l'appel : AC ! Gironde, Apeis, Mncp, Attac 33, RCR 16, UD CGT, UI CGT Bacallan, FSU 33, Solidaires, Solidaires Sud Emploi, Alternative Libertaire 33, Npa, FI Gironde, LO, PCF 33, PG Gironde, RPS-Fier,